Elections Législatives du 23 Novembre 1958 — Circonscription de Montauban

Mouvement Republicain Populaire

Electrices, Electeurs,

Pour la sixième fois, la Fédération M.R.P. a décidé de me présenter à vos suffrages, et a demandé à Me DABLANC, qui a accepté avec son dévouement habituel, de me seconder dans cette tâche.

Avant d'aborder l'exposé du programme que je compte défendre au Parlement, je suis obligé de faire une mise au point indispensable.

En effet, comme lors de chaque élection, je suis l'objet d'une campagne de calomnies colportées de bouche à oreille. Ne pouvant me faire aucun reproche sérieux on cherche à me discréditer.

•

CE QUI EST VRAI, c'est que le 1er juin j'ai voté contre l'investiture du Général de GAULLE, parce que j'ai cru, en conscience, que le régime était menacé et la République en péril. Cette menace et ce péril provenant, non du Général de GAULLE, mais de ceux qui avaient été à la base de la révolution du 13 mai et dont il s'est par la suite séparé, démontrant ainsi le caractère dangereux de leur action. C'est aux « ultras » d'Alger et de la Métropole que j'ai dit « NON » le 1er juin.

CE QUI EST FAUX, c'est de prétendre que j'ai voté par hostilité personnelle au général de Gaulle ; on oublie un peu vite que j'étais à ses côtés à une époque où beaucoup de ceux qui l'acclament aujourd'hui l'accusaient de trahison.

CE QUI EST FAUX, c'est de soutenir que j'ai voté ainsi parce que mon vote m'a été dicté ou imposé.

Personne n'a essayé de le faire, je ne l'aurais d'ailleurs jamais accepté. Je n'ai jamais cédé devant aucune pression, mes douze années de vie parlementaire sont là pour en témoigner.

•

CE QUI EST VRAI, c'est que j'ai demandé à la Fédération M.R.P. de faire voter « OUI » au Referendum.

CE QUI EST FAUX, c'est de prétendre que j'ai lancé des appels, signé des affiches, écrit des articles allant contre cette position.

Comment peut-on, si l'on est de bonne foi, me faire supporter la responsabilité de textes signés par M. Jean LACAZE, Sénateur de Tarn-et-Garonne.

•

CE QUI EST FAUX, c'est d'affirmer que je suis entre les mains des Radicaux et de leur Chef. Rien dans ma conduite et dans mes votes ne permet d'ajouter foi à une aussi lâche accusation.

Les relations de sympathie que je souhaite avoir avec **tous** mes adversaires n'ont rien à voir avec mes positions politiques. Je prends mes décisions sans me soucier de savoir si elles leur plaisent ou non.

•

CE QUI EST FAUX c'est de prétendre — car on est allé jusque là — que je devrais la Mairie de Montauban à je ne sais quelle entente avec le parti radical.

CE QUI EST VRAI, c'est que j'ai été élu Maire de Montauban parce que, pour une fois, les Modérés, de la droite au M.R.P. inclus, ont su s'entendre sur un nom et éviter les divisions stériles et dangereuses, et parce que les radicaux n'ont voulu, à aucun prix, réaliser à cette occasion le Front Populaire.

Je n'ai été élu qu'au troisième tour de scrutin à la majorité relative et **les Radicaux n'ont jamais voté pour moi.**

Mon prédécesseur, lui, a été élu au premier tour en 1947 avec les voix radicales, et également au premier tour en 1953, grâce à l'abstention du parti radical. Non seulement on ne le lui a jamais reproché, mais on a trouvé cela très normal. Croyez-vous d'ailleurs que ceux qui colportent aujourd'hui insidieusement cette calomnie auraient attendu près de trois ans pour le faire, si vraiment j'avais été élu Maire à la suite d'un marchandage avec le Parti Radical ?

Il est vrai que nous sommes en campagne électorale et certains ne reculent en cette période devant aucune manœuvre pour renverser un adversaire gênant dont ils cherchent à prendre la place.

Faute d'arguments sérieux et valables à m'opposer, ils utilisent le moyen le plus lâche, la calomnie.

•

En ce qui concerne mon programme je ne peux, dans le cadre de cette circulaire, que vous en tracer les lignes essentielles.

ALGÉRIE

Etablissement d'une Paix française fondée sur la justice, telle que l'a définie le Général de GAULLE. Politique basée, comme l'a toujours affirmé le MRP sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la Métropole.

OUTRE-MER

Réalisation, entre la Métropole et les peuples d'Outre-Mer, d'une « **COMMUNAUTÉ DES PEUPLES LIBRES** » assurant à la fois leur total épanouissement politique et humain et le maintien de liens culturels économiques et de défense très étroits avec la Métropole.

EUROPE

Réalisation d'une **Europe unie** qui est pour les peuples de notre continent la meilleure chance de la Paix, la plus sûre promesse de progrès économique et social. **Le Marché commun** qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain offre à notre Agriculture comme à notre Industrie les plus belles perspectives de progrès et de développement.

EXPANSION ÉCONOMIQUE ET PROGRÈS SOCIAL

Refus du faux dilemne ; récession ou inflation.

Une **politique d'expansion** peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie comme l'a montré l'expérience PFLIMLIN en 1955. Elle est une des conditions du progrès social et familial.

Il faut en outre :

- une POLITIQUE ECONOMIQUE D'ENSEMBLE qui facilite le crédit, favorise les investissements et l'expansion régionale ;
- l'INSTITUTION DU SALAIRE GARANTI pour les travailleurs privés d'emploi ;
- la REVALORISATION des ALLOCATIONS FAMILIALES et des ALLOCATIONS aux VIEUX ;
- une POLITIQUE DE L'HABITAT URBAIN ET RURAL plus simple et plus hardie ;
- le SOUTIEN ET LA RENOVATION des petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales ou artisanales en facilitant leurs possibilités de modernisation, d'équipement ou de reconversion en révisant les charges qui les frappent ;
- le DEVELOPPEMENT DES ECONOMIES RÉGIONALES, source véritable de prospérité ;
- la REFORME DE LA FISCALITÉ afin de mettre un terme aux injustices et aux complexités actuelles ; réforme que le Gouvernement du Général de GAULLE, usant de ses pleins pouvoirs, devrait réaliser sans délai.

L'AGRICULTURE FRANÇAISE

puissance économique européenne

Tel est le but à atteindre au moment où le Marché commun va entrer en vigueur. Mais pour cela il faut que notre Agriculture puisse se moderniser et se développer. Il faut que ses prix deviennent compétitifs sur les marchés internationaux en même temps que rentables pour les exploitants.

L'énoncé de ces principes montre la difficulté de la tâche à accomplir.

Pour y parvenir un certain nombre de mesures sont indispensables :

- MAINTIEN RIGOUREUX DE L'INDEXATION DES PRIX de certains produits agricoles ;
- ORGANISATION DES MARCHÉS et réalisation de grands marchés d'expédition d'intérêt national permettant à l'agriculteur d'écouler plus rapidement ses produits et à meilleur compte ;
- développement considérable de la FORMATION PROFESSIONNELLE et de la VULGARISATION AGRICOLES ;
- SOUTIEN ET GARANTIE DE L'EXPLOITATION FAMILIALE agricole dangereusement menacée par la concentration.
- ABAISSEMENT DES PRIX DE REVIENT, notamment en favorisant l'équipement et le progrès technique, le développement de la coopération agricole et en réduisant le prix des produits indispensables à la production agricole ;
- RECHERCHE constante de NOUVEAUX DÉBOUCHÉS afin d'assurer à l'exploitant un écoulement certain de ses produits.
- CREATION D'UNE CAISSE DE CALAMITÉS AGRICOLES.

Pour réaliser cette politique je m'appuierai, comme par le passé, sur les organisations professionnelles agricoles.

JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT

Un problème angoissant est celui de notre Jeunesse et de son droit au travail. Seules l'expansion économique et rurale, la déconcentration industrielle et une réforme profonde de l'Enseignement permettront d'apporter une solution à cette question capitale pour l'avenir de notre Pays.

Enfin, une question irritante pèse toujours sur la politique française, celle du **pluralisme scolaire.** Seule une solution définitive, dans le respect mutuel de toutes les consciences donnera à l'enseignement privé la place à laquelle il a droit dans la communauté nationale et apportera enfin de la clarté dans la politique de notre Pays en permettant les regroupements nécessaires.

Telles sont les grandes lignes du programme que je m'attacherai à réaliser si vous me renouvelez votre confiance.

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des " Ultras " d'extrême droite
Parce que vous écartez l'étatisme socialiste et le conservatisme indépendant
Parce que vous voulez la Liberté et la Justice... *vous voterez sans rature pour :*

Henri LACAZE

Député sortant
Maire de Montauban

Maurice DABLANC

Notaire - Conseiller Général
Maire de Montpezat-de-Quercy
REMPLAÇANT ÉVENTUEL

IMP. LORMAND, RUE POUVILLON - MONTAUBAN